

## VENEZUELA : TRUMP A DÉCAPITÉ UN MODÈLE ÉPUISÉ



**MICHEL ROGALSKI\***

Lorsque les États-Unis, à l'aube du 3 janvier 2026, lancent l'opération militaire « Absolute resolve » (« Détermination absolue ») avec 150 avions et quelques hélicoptères pour kidnapper le chef d'État Nicolás Maduro, la surprise est totale, même si la présence de la flotte américaine au large des côtes organisait depuis des semaines un véritable blocus du pays. Surprise également devant la mise en scène de type hollywoodienne, la facilité apparente de l'attaque et surtout l'absence quasi totale de riposte de l'armée vénézuélienne, à l'exception de la garde rapprochée du Président, composée de nombreux Cubains. L'acte commis, au mépris de toutes les règles du droit international a choqué, à l'exception de pays alliés des États-Unis, notamment européens, qui s'étaient alignés servilement depuis déjà des années sur son attitude vis-à-vis de ce pays et se sont réjouis pour la plupart du succès de l'opération même si certains en déploraient les modalités.

Pour comprendre l'évolution des relations vénézuélano-américaines il faut revenir sur les particularités de ce pays, y compris au sein de l'Amérique latine.

Ce pays doit sa singularité au fait que dès le début du 20<sup>e</sup> siècle le pétrole y jaillit en abondance et s'avère en posséder des réserves considérables, même si certains gisements de la ceinture Orénoque sont difficilement exploitables et difficiles à raffiner constituant ainsi

---

\* DIRECTEUR DE LA REVUE *RECHERCHES INTERNATIONALES*

des réserves plutôt que des ressources exploitables. Au sortir de la dictature brutale – de 1948 à 1958 — le pays a déjà bénéficié des retombées de la manne pétrolière et connaît déjà les méfaits de sa malédiction – on produit peu et on importe tout. La corruption adossée au pétrole prend son essor et permet l'émergence de grandes familles oligarchiques. Le pays se transforme en État rentier et offrira dans les trente années qui suivront à ses habitants le plus haut niveau de revenu par tête de l'Amérique latine. Au moment où le continent connaît des dictatures militaires (Brésil, Argentine, Chili...) le pays se présente comme un havre de paix accueillant les exilés politiques des autres pays et attirant de nombreux travailleurs migrants (Colombie, Pérou, Bolivie, Équateur) qui apportent la main d'œuvre nécessaire à la naissance des foyers industriels de la ceinture Orénoque (fer, charbon, bauxite, grands barrages). À l'exception de quelques guérillas rurales et urbaines qui surgissent au début des années soixante et sont vite abandonnées, le pays met en place un régime politique ponctué d'alternance entre sociaux-démocrates (du parti AD) et conservateurs (du parti Copei), excluant tous les autres. Le pays est le plus urbanisé d'Amérique latine (83 % d'urbains), importe 80 % de son alimentation, possède un réseau bancaire très dense et se retrouve le plus américanisé d'Amérique latine, à la différence de l'Argentine qui regarde plus vers l'Europe.

Une classe moyenne s'y est développée en permettant aux épargnants de pouvoir détenir des comptes libellés en dollars qui connaissent une inflation de 4 % l'an alors que la monnaie nationale – le bolivar – subissait dans le même temps une érosion de 25 % par an. Cette classe moyenne fabriquée par la politique monétaire des États-Unis contribue à la stabilisation du pays.

Ce rêve prendra fin brutalement en 1983, lorsqu'en une nuit la convertibilité dollar-bolivar fut supprimée et les comptes dollars convertis en bolivars au taux de 4,13 bolivars = 1 dollar au lieu de la parité la veille. On entra alors dans une nouvelle période. La fin de la décennie fut marquée en 1989 par le Caracazo, trois jours d'émeutes urbaines et environ un millier de morts pour protester contre l'application d'un paquet de mesures imposé par le FMI et relayé par le président social-démocrate Carlos Andrés Pérez qui dut démissionner quelques années plus tard rattrapé par une affaire de corruption. Il fut le premier président d'Amérique latine à devoir se démettre pour de tels faits.

## VENEZUELA : TRUMP A DÉCAPITÉ UN MODÈLE ÉPUISÉ

C'est dans ce contexte qu'un militaire peu gradé – Hugo Chávez – tente un coup d'État au début des années 1990 et appelle par la radio au pouvoir Rafael Caldera, ancien Président conservateur, qui réveillé en pleine nuit viendra en robe de chambre lui expliquer que ce n'était pas comme ça qu'on s'emparait du pouvoir. Chávez appellera ses troupes à la reddition. Aussitôt arrêté avec une trentaine de ses hommes, il est jeté en prison. Il en profite pour peaufiner un programme politique avec ses nombreux visiteurs. Entre temps, ce même Rafael Caldera se lance dans une nouvelle campagne présidentielle en créant un nouveau mouvement politique, qui brisera le bipartisme installé. Largement élu, il graciera Chávez en contrepartie de sa démission de l'armée. Chávez n'aura de cesse de parcourir le pays suscitant une adhésion croissante qui obligera la plupart des candidats des autres partis à se rallier à sa candidature. Fin 1998, il sera triomphalement élu.

Une autre période commence avec un pays clivé et fortement politisé. Les vieux partis qui géraient le bipartisme se retrouvent affaiblis et structurent une opposition rejointe par des partis d'extrême droite où militait déjà María Corina Machado. Un hiatus toujours présent aujourd'hui se met en place. La bourgeoisie d'affaires, rentière ou corrompue qui contrôle toujours l'économie, la finance et les médias, ne supporte pas d'avoir été écartée des postes politiques et ne rêve que de revanche.

Le chavisme s'affirme avec une idéologie qui mélange références à Marx, Bolivar et Dieu, triptyque assez récurrent dans la gauche latino-américaine. À l'époque le prix du pétrole était descendu à 15 \$ le baril, niveau insuffisant pour équilibrer le budget de l'État et s'engager dans des réformes structurelles audacieuses. Chávez fera une tournée en Algérie, Arabie saoudite et Russie pour redynamiser l'OPEP et faire remonter le cours. Objectif atteint quelques années plus tard. Le pétrole avait été nationalisé une vingtaine d'années plus tôt et permit de créer une compagnie nationale, la PDVSA qui se dirigeait en toute autonomie. Chávez voulut en reprendre le contrôle en changeant la direction. Insupportable pour l'opposition qui tenta un coup d'État en 2002 en s'appuyant sur une partie de l'armée et une collusion avec les États-Unis et l'Espagne. Devant le risque d'une guerre civile et la mobilisation populaire, les fractions opposées de l'armée passèrent un compromis dont les termes furent imposés à Chávez dès son retour. Dans son discours

à la nation quelques jours après, il fera preuve d'autocritique et promettra qu'aucune poursuite ne serait engagée, sauf contre le chef du patronat qui s'était auto-proclamé Président pendant 48 heures et avait dissous l'Assemblée nationale puis s'était enfui en Colombie. La parole fut tenue puisque après six mois d'auditions le Tribunal Suprême de Justice qui avait été saisi conclura à l'absence de coup d'État mais à la simple existence de « turbulences institutionnelles ».

Quelques mois plus tard, fin 2002-début 2003 le pays fut confronté à un lock-out décrété par la direction pétrolière, grève très dure qui perdura plusieurs mois et pris fin par le licenciement de plusieurs milliers de cadres de la compagnie, soit près d'un quart des effectifs, obligeant le pays à importer à prix d'or des « mercenaires qualifiés » accourant d'Alger, de Moscou et d'Arabie saoudite, pour faire tourner l'entreprise qui ne s'en remit jamais. La production pétrolière qui avait atteint le niveau de 3 millions de barils/jours commença à décliner et fut divisée par 3 ou 4. L'opposition, toujours dans un esprit de revanche, suscita en 2004 un « referendum révocatoire », droit que lui accordait la nouvelle constitution, et qui finira par un succès éclatant de Chávez après une très forte mobilisation qui fit descendre dans la rue un million de personnes mobilisées à tour de rôle par chaque camp. Il fallut laisser ouverts des bureaux de vote jusqu'à minuit pour absorber les queues d'électeurs.

Pendant cette période la « révolution bolivarienne » qui porta le slogan du « socialisme du <sup>xxi</sup>e » sortit de son isolement et fut rattrapée par le virage à gauche de l'Amérique latine lui permettant de créer en 2004, avec une dizaine de pays, l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) avec notamment l'Équateur, la Bolivie, le Nicaragua et Cuba. La solidarité internationale battit son plein et de nombreux Comités boliviens essayèrent dans le monde occidental tandis que Chávez porta l'ambition de mettre sur pieds une « V<sup>e</sup> internationale » basée à Caracas, mais qui ne verra jamais le jour. Pour faire face à la corruption croissante qui gangrenait les administrations publiques qu'il lui fallait contourner, Chávez, avec l'aide de Cuba, mit sur pieds les « missions » (Adentro, Robinson, Miracle...) dans le domaine de la santé, de l'éradication de l'analphabétisme, dont le succès fut tel que l'opposition dut s'engager à les maintenir en cas de victoire.

## VENEZUELA : TRUMP A DÉCAPITÉ UN MODÈLE ÉPUISÉ

Pour consolider le projet bolivarien Chávez entreprit de faire adopter en 2007 une nouvelle constitution par voie référendaire. Ce fut son seul échec électoral. Parmi les mesures proposées, deux choquèrent : l'inscription dans la Constitution d'une référence au « socialisme du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle » et la possibilité d'une réélection indéfinie pour le chef de l'État. Beaucoup comprirent que la première mesure les ferait passer du statut d'opposants à celui de dissidents, situation nettement moins confortable et ouvrant la voie à un cadre légal de mesures répressives. L'autre mesure rompait avec les traditions d'alternance du pays. Une nouvelle version fut élaborée et présentée devant l'Assemblée nationale qui l'approuva, mais débarrassée de la référence au « socialisme du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle ». La fin de la décennie fut marquée par la chute des prix du pétrole, le manque de devises, l'endettement qui rendait les vendeurs réticents, de crainte de n'être pas payés, et un budget insuffisant pour faire tourner le pays. La Chine et la Russie vinrent en aide au régime au travers de prêts assortis de conditions sévères.

Rattrapé par la maladie Chávez mourut en 2013 non sans avoir auparavant désigné Nicolás Maduro comme son successeur. Il hérite d'un pays exsangue, fortement endetté, en chute massive de production où tous les premiers acquis en matière sociale et démocratique furent laminés. Le pouvoir devint sans boussole stratégique en donnant l'impression de n'être animé que par le seul souci de se maintenir au pouvoir, au mépris bien souvent du respect des procédures électorales rendant sa légitimité de plus en plus contestée. C'est le moment où le président Obama publie un décret en 2015 considérant que le Venezuela constituait une « *menace extraordinaire pour la sécurité nationale* ». Mais c'est l'embargo financier (2017) puis pétrolier (2019) mis en place par Donald Trump qui dirigent le pays vers l'effondrement, légèrement assoupli sous présidence Biden. Ce train de sanctions sera durci ultérieurement et continûment par Trump et Biden jusqu'à aboutir avec Trump 2 à la mise sur pieds d'un véritable embargo, notamment pétrolier. La production était passée de 3 millions de barils/jours à environ un million. Entretemps – dès 2015 – la population quittait massivement le pays, les États-Unis et l'Espagne pour les plus fortunés, ou la Colombie ou l'Amérique centrale – dans l'espoir d'arriver plus au Nord – ou le continent (Bolivie, Pérou, Chili) pour les plus modestes. Au total 6 à 8 millions de Vénézuéliens prirent la route de l'exil sur une population totale d'un peu plus de trente

millions. Une véritable hémorragie. L'accueil ne fut pas celui espéré et les campagnes de rejets furent nombreuses et exploitées par les forces de droite continentales.

À l'évidence le modèle vénézuélien ne faisait plus recette et son image de marque se dégradait mettant à mal les ressorts de la solidarité internationale. Il devenait un boulet et un fardeau de plus en plus lourd à porter pour les amis de la révolution bolivarienne. Le partage de valeurs communes inhérent à toute solidarité fit place à la défense d'un pays placé dans le collimateur de l'impérialisme du voisin du Nord, laissant à ce dernier le privilège de désigner où devait se porter la solidarité. Alors qu'à l'évidence le modèle ne cohabitait plus les valeurs traditionnelles de gauche, il était utilisé en Amérique latine par les forces de droite comme un repoussoir comme dans l'élection de Bolsonaro au Brésil ou celle de Kast au Chili qui centra sa campagne sur les exilés vénézuéliens présentés comme des délinquants.

8

C'est dans ce contexte qu'intervient l'opération d'enlèvement du président Maduro. Longuement et minutieusement préparée, probablement après concertations avec certains milieux proches du pouvoir, elle crée une situation nouvelle dans le pays et marque une rupture. Jusqu'alors l'espace politique était fortement clivé autour de la personne du président qui incarnait le régime. Le clivage principal se structurait entre pro-Maduro et anti-maduristes. Ces derniers représentaient une opposition éclatée entre trois courants principaux. Une forme extrême incarnée par Corina Machado qui appelait depuis des années ouvertement au renversement du régime au travers d'une intervention étrangère américaine. Une frange modérée issue du bipartisme qui avait régné pendant des décennies et une opposition de gauche qui avait quitté le madurisme. Toutes les trois étaient victimes de la répression et alimentaient les prisons du pays.

Aujourd'hui les cartes sont rebattues. Le clivage principal autour duquel va s'organiser la vie politique c'est celui du rapport aux États-Unis. Faut-il accepter la « collaboration » et le statut de semi-colonie ou faut-il résister ? Les ennemis d'hier devenant les alliés d'aujourd'hui. Pour l'instant le bloc maduriste, y compris l'armée, fait bloc derrière la présidente intérimaire Delcy Rodríguez pour assumer la coopération. Il est appuyé en cela par le courant de Marina Machado qui attend d'être associé au pouvoir, ce à quoi œuvre

## VENEZUELA : TRUMP A DÉCAPITÉ UN MODÈLE ÉPUISÉ

Trump. Pour l'instant Marina Machado n'est toujours pas rentrée au pays et depuis la Colombie continue à entretenir la polémique avec la présidente intérimaire. L'armée semble vouloir conserver son unité et profiter des avantages que lui procure sa présence en nombre dans les ministères et l'appareil d'État. En face, l'opposition à cette ligne reste pour l'instant silencieuse et semble peiner à s'organiser.

En attendant des mesures sont prises qui attestent de la docilité du régime et bousculent l'ordre établi. La libération d'une première vague d'une centaine de prisonniers politiques a précédé l'annonce par la présidente intérimaire d'une amnistie générale complétée par la fermeture de la prison centrale de Caracas qui sera vidée et réaffectée à des usages sociaux, culturels et sportifs. Des accords pétroliers sont votés par l'Assemblée nationale ouvrant le secteur à des firmes privées. Des accords pétroliers sont conclus avec les États-Unis permettant à ceux-ci de contrôler l'exportation du pétrole. À cela s'ajoutent le limogeage du ministre de l'Industrie présenté par la presse comme une marionnette de Maduro, la ré-installation d'une antenne de la CIA à Caracas et d'une ambassade américaine. Les États-Unis prétendent non pas bloquer les exportations de pétrole du pays, mais en contrôler le mécanisme. Trump essaie, sans grand succès, de mobiliser les majors du pétrole pour revenir au Venezuela en proposant des incitations. Douchés par leurs revers passés, ils restent réticents. Le Conseil fédéral suisse vient de décider de la mise sous séquestre des avoirs suisses de 36 Vénézuéliens proches du pouvoir et de la direction du secteur pétrolier. Message direct adressé à tous ceux qui possèdent des avoirs et comptes bancaires à l'étranger et qui pourraient s'en voir déposséder. Instruits du précédent irakien, les États-Unis se gardent bien de détruire le régime et son appareil d'État et avancent prudemment afin d'éviter tout risque de guerre civile. L'objectif étant d'opérer une transition vers un régime de leur vœu et obéissant en attendant, peut-être à terme, d'organiser des élections contrôlables et redistribuer les postes de pouvoir. Pour l'instant le peuple vénézuélien semble dessaisi de son histoire et risque d'assister à la transformation d'un chemin vers le « socialisme du XXI<sup>e</sup> » en une chimère de plus.

